



CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE
Etablissement support du GHT NORMANDIE CENTRE
CS 30001
14033 CAEN Cedex 9

*Ce document constitue un modèle qui sera adapté / complété
lors de chaque marché spécifique*

**CAHIER DES CLAUSES
ADMINISTRATIVES
PARTICULIÈRES**
n° 2025SAD2 du xx/xx/2025

Etabli en application de l'article R2123-1 du Code de la commande publique

Objet :

Système d'acquisition dynamique

***FORMATIONS PROFESSIONNELLES POUR LES BESOINS DU GHT
NORMANDIE CENTRE***

SOMMAIRE

PREAMBULE	4
1. PARTIES CONTRACTANTES	4
1.1 ACHETEUR	4
1.2 TITULAIRE	5
1.3 CO-TRAITANCE	5
1.4 SOUS-TRAITANCE	5
2 OBJET ET FORME DU MARCHES SPECIFIQUES	5
2.1 OBJET.....	5
2.2 FORME.....	6
2.3 ACCORD-CADRE OU MARCHÉ ORDINAIRE.....	6
3. PIÈCES CONSTITUTIVES DU CONTRAT	6
4. DURÉE DU MARCHÉ SPECIFIQUE	7
5. EXECUTION DU MARCHÉ	7
5.1 DELAIS DE BASE	7
5.2 CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	7
5.3 SUSPENSION / ANNULATION DES BONS DE COMMANDE (DANS L'HYPOTHESE D'UN ACCORD-CADRE).....	7
6. OPERATIONS DE VERIFICATION DES PRESTATIONS	7
7. PRIX OU MODALITÉS DE SA DÉTERMINATION DES MARCHES SPECIFIQUES	8
7.1 FORME DES PRIX	8
7.2 PRIX DE REGLEMENT.....	8
7.3 CLAUSE BUTOIR OU DE SAUVEGARDE.....	8
8. MODALITES DE REGLEMENTS DES COMPTES.....	8
8.1 ACOMPTES ET PAIEMENTS PARTIELS DEFINITIFS	8
8.2 PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	9
8.3 MODE DE REGLEMENT.....	9
8.4 COMPTABLE ASSIGNATAIRE	10
9. AVANCES ET RETENUE DE GARANTIE	10
9.1 AVANCE	10
9.2 RETENUE DE GARANTIE.....	10
10. PENALITES.....	10
11. GARANTIE	10
12. EXECUTION DU MARCHÉ	10
12.1 EQUIPE D'INTERVENTION	10
12.2 CONDITIONS DE REPORT ET D'ANNULATION.....	11
12.3 AJUSTEMENT DES PRESTATIONS	11
12.4 CARENCE DANS L'EXECUTION DES PRESTATIONS	12
12.5 PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	12
13. RÉSILIATION ET EXECUTION PAR DEFAULT	13
13.1 CAS DE RESILIATION.....	13
13.2 INDEMNITÉ DE RESILIATION	13
13.3 EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	14
14. RÈGLEMENT DES LITIGES.....	14
15. IMPREVISION ET CIRCONSTANCES IMPREVUES.....	14
15.1 MODIFICATION DES CONDITIONS D'EXECUTION.....	14

15.2	INDEMNISATION AU TITRE DE L'IMPREVISION POUVANT PRENDRE LA FORME D'UNE MODIFICATION TEMPORAIRE DE PRIX.....	14
15.3	MODIFICATION DES CONDITIONS D'EXECUTION.....	15
16.	VERIFICATION RELATIVE A L'EMPLOI DE SALARIE	15
17.	DÉROGATIONS AU CCAG / PI.....	15

PREAMBULE

En application :

- ✓ de la loi n° 2016 - 41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé (article 107),
- ✓ du décret n° 2016 - 524 du 27 avril 2016 relatif aux Groupements Hospitaliers de Territoires (GHT),
- ✓ du décret n° 2017 - 701 du 02 mai 2017 relatif aux modalités de mise en œuvre des activités, fonctions et missions mentionnées à l'article L. 6132-3 du Code de la santé publique, au sein des GHT,

a été créée par la convention constitutive signée le 1^{er} juillet 2016, le GHT NORMANDIE CENTRE.

Le Centre Hospitalier Universitaire CAEN NORMANDIE (CHU de CAEN) a été désigné établissement support pour assurer « la fonction achats » pour le compte des neuf établissements parties au GHT.

Cette convention confie au CHU CAEN NORMANDIE la fonction d'assurer pour le compte de l'ensemble des membres la passation du marché ainsi que la conclusion de ses éventuels avenants.

Toutes les autres missions de la phase d'exécution, à l'exception des reconductions et éventuelle résiliation, relèvent de chaque établissement partie au GHT dont la liste et les coordonnées des interlocuteurs sont jointes en annexe 1.

L'exécution du marché couvre son régime financier (le recours, le cas échéant, à la sous-traitance, la gestion et l'émission des commandes passées au titre des contrats, la vérification du service fait, le règlement, le versement d'avances et d'acomptes, la liquidation et le mandatement des factures...).

1. PARTIES CONTRACTANTES

1.1 Acheteur

Dans le cadre de la passation du marché spécifique, le CHU de CAEN, établissement support du GHT NORMANDIE CENTRE est représenté par le directeur de l'établissement.

Dans le cadre de l'exécution du marché spécifique, le représentant de chaque établissement partie est l'interlocuteur du titulaire.

CH ARGENTAN	Centre Hospitalier Fernand Leger 47 rue Aristide Briand CS 50209 61203 ARGENTAN Cedex
CH AUNAY-BAYEUX	Centre Hospitalier Aunay- Bayeux 13 rue de Nesmond BP 18127 14401 BAYEUX Cedex
CHU CAEN NORMANDIE	Centre Hospitalier Universitaire Caen Normandie Avenue Côte de Nacre 14000 CAEN
CH COTE FLEURIE	Centre Hospitalier Côte Fleurie BP 30009 14601 HONFLEUR Cedex
EPSM de CAEN	Etablissement Public de Santé Mentale 15ter rue Saint-Ouen CS 45373 14053 CAEN Cedex 4
CH FALAISE	Centre Hospitalier de Falaise Bd des Bercagnes 14700 FALAISE

CH LISIEUX	Centre Hospitalier Robert BISSON 4 rue Roger Aini BP 97223 14107 LISIEUX Cedex
CH PONT L'EVEQUE	Centre Hospitalier de Pont L'Evêque 23 avenue du Rambault 14130 PONT L'EVEQUE
CH VIMOUTIERS	Centre Hospitalier de Vimoutiers 2 rue du Docteur Marescot 61120 VIMOUTIERS

1.2 Titulaire

Le prestataire ou son mandataire dont l'offre a été retenue dans le cadre d'un marché spécifique est désigné par le terme « titulaire ».

Le titulaire s'engage à informer l'établissement hospitalier de tout changement survenant au cours de la période d'exécution du SAD, affectant :

- personne ayant qualité pour le représenter,
- la forme de l'entreprise,
- la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination,
- son adresse ou son siège social,
- la cession d'une ou de différentes activités,
- l'acquisition d'une nouvelle activité,
- son adresse et coordonnées bancaires.

Ces changements doivent être signalés impérativement et sans délai. Ces changements se font sans modification de l'offre retenue au titre du ou des marchés spécifiques notifié au candidat admis au SAD.

Ces modifications peuvent être formalisées par simple échange de courrier ou certificat administratif.

1.3 Co-traitance

Conformément à l'article L2142-22 du Code de la commande publique, en cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire des autres membres du groupement.

1.4 Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à condition d'avoir obtenu l'acceptation préalable de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement, conformément aux dispositions prévues par l'article 3.6 du CCAG / PI.

Les relations avec le sous-traitant sont régies par les dispositions les articles R2193-3 3 à R2193-16 du Code de la commande publique.

Le titulaire ne pourra sous-traiter la totalité de l'exécution du marché et en demeure responsable.

Il est tenu de communiquer à l'établissement partie concerné le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels, lorsque la demande lui en est faite.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du contrat aux frais et risques du titulaire (article 41 du CCAG / PI).

2 OBJET ET FORME DU MARCHES SPECIFIQUES

2.1 Objet

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent **les prestations de formations professionnelles pour les besoins des établissements du GHT Normandie Caen** et définissent les modalités juridiques en vertu desquelles les prestations sont réalisées.

La nature des prestations, ainsi que les conditions techniques de leur exécution sont définies au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) propre à chaque marché spécifique.

2.2 Forme

Le marché spécifique est passé, conformément aux dispositions du Code de la commande publique, et par référence au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG / PI), issu de l'arrêté du 30 mars 2021 publié Journal Officiel du 1^{er} avril 2021.

- ☐ Appel d'offres ouvert (article L2124-2 du Code de la commande publique)
- ☐ Appel d'offres restreint (article L2124-2 du Code de la commande publique)
- ☐ Procédure avec négociation (article L2124-3 du Code de la commande publique)
- ☐ Dialogue compétitif (article L2124-4 du Code de la commande publique)
- ☒ Procédure adaptée (article L2123-1 3° du Code de la commande publique)

2.3 Accord-cadre ou marché ordinaire

Le marché spécifique prend la forme soit d'un accord-cadre mono attributaire sans ou avec **minimum et avec un maximum fixé en valeur** par établissement hospitalier soit d'un **marché ordinaire**.

Dans l'hypothèse d'un accord-cadre, il s'exécute au moyen de bons de commande, émis par l'établissement partie bénéficiaire au fur et à mesure de ses besoins, dont le délai d'exécution commence à courir à compter du lendemain de la date d'émission de la commande.

Les bons de commande comportent :

- la référence au présent marché ;
- la désignation de la prestation ;
- les quantités commandées ;
- le ou les lieux et le délai de livraison ;

Ils peuvent mentionner :

- le prix unitaire H.T. ;
- le taux et le montant de la T.V.A. ;
- le montant T.T.C. de la commande.

Les bons de commandes sont transmis par courrier simple, par télécopie ou par envoi dématérialisé (EDI).

3. PIECES CONSTITUTIVES DU CONTRAT

Le marché spécifique est constitué des pièces contractuelles désignées ci-après, les premières énumérées prévalant sur les suivantes en cas de contradiction :

- 1) L'acte d'engagement daté et signé et son bordereau de prix
- 2) Le présent CCAP et son annexe
- 3) Le CCTP et son annexe
- 4) Le CCAG / PI
- 5) La réponse technique du titulaire

Il est rappelé que le fait d'avoir répondu à la consultation implique l'acceptation sans aucune réserve du présent CCAP.

L'original du marché est conservé dans les archives du CHU de CAEN et fait seul foi.

Les modalités, propres au titulaire, qui pourraient être mentionnées sur les documents annexés à l'acte d'engagement, notamment les conditions générales de ventes, et contradictoires avec les documents contractuels ne s'appliquent pas au présent marché.

4. DURÉE DU MARCHÉ SPECIFIQUE

Le marché spécifique prend effet à sa notification. La durée d'exécution est de **mois** à compter du **xxx**.

La notification consiste en une remise au titulaire de la copie de l'acte d'engagement signé par le directeur général du CHU de CAEN. Cette transmission s'effectuera via le profil acheteur du CHU de CAEN.

La date de notification est la date de l'accusé de réception de cet envoi.

Le titulaire doit impérativement transmettre une adresse électronique valide pendant toute la durée du contrat et s'engage en cas de modification de celle-ci à avertir la cellule marchés du CHU de CAEN dans les plus brefs délais.

Au-delà de sa première période d'exécution ou dans l'hypothèse où le maximum serait atteint avant le terme de la période en cours, le marché sera tacitement reconduit fois mois.

Le CHU de Caen pourra, sans avoir à motiver sa décision, s'opposer à la reconduction à condition d'en informer le titulaire au moins 3 mois avant la date de fin du contrat. Le titulaire ne pourra pas renoncer à la reconduction.

5. EXECUTION DU MARCHÉ

5.1 Délais de base

Les prestations débuteront dans un délai de à compter du lendemain de la date d'émission du ou des bons de commandes ou de la notification.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché spécifique. Les prestations pourront alors s'exécuter jusqu'à leur complet achèvement.

Le respect du délai d'exécution est un impératif : le manquement à cette obligation déclenche l'application de pénalités de retard et sert de base à leur calcul (voir les modalités à l'article 10 du présent CCAP).

5.2 Conditions d'exécution des prestations

Les prestations doivent être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables, telles que visées au CCTP, étant celles en vigueur à la date de lancement de la consultation).

Le titulaire s'engage à respecter les obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail, ainsi que les plans de prévention propres à chaque établissement partie du GHT.

5.3 Suspension / Annulation des bons de commande (dans l'hypothèse d'un accord-cadre)

Après émission du bon de commande, l'établissement bénéficiaire conserve la faculté de suspendre ou annuler celui-ci, pour des motifs de non exécutabilité de la commande du fait du titulaire. A cette occasion, il prendra à sa charge les frais de prestations que le titulaire aura pu engager du fait du commencement d'exécution du bon de commande, si et dans la mesure où, celui-ci produit notamment les justificatifs afférents adéquats.

et selon les modalités fixées par l'acheteur. A défaut, seule l'offre initiale sera prise en compte.

6. OPERATIONS DE VERIFICATION DES PRESTATIONS

Les opérations de vérification autres que celles mentionnées ci-dessus sont exécutées, conformément au chapitre VI - CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS, du CCAG / PI.

Les prestations faisant l'objet du présent marché sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché.

Les opérations de vérification quantitative consistent à contrôler la conformité entre la quantité exécutée et celle indiquée au marché.

Les opérations de vérification qualitative consistent, pour les agents des établissements désignés à cet effet, à vérifier la conformité des prestations avec les spécifications techniques du marché.

A ce titre, les établissements parties opèrent par tous les moyens à leur convenance, le contrôle du bon déroulement de l'action (vérification du nombre de stagiaires et de leur assiduité, conformité au contenu du programme, participation effective des formateurs, mise en œuvre des méthodes et des moyens pédagogiques prévus...).

A l'issue des opérations de vérification, une décision expresse d'admission, d'ajournement, de réfection ou de rejet sera prise, dans le délai prévu à l'article 28.2 du CCAG / PI. Passé ce délai la décision d'admission est réputée acquise.

Toute prestation ne correspondant pas à la description telle que définie dans l'offre retenue sera refusée et immédiatement remplacée aux frais exclusifs du titulaire. Par dérogation aux articles 29.2 et 29.3 du CCAG / PI, la décision pourra être prise sans que le titulaire ait été invité à présenter ses observations.

7. PRIX OU MODALITÉS DE SA DÉTERMINATION DES MARCHES SPECIFIQUES

Les prix des prestations s'entendent toutes charges incluses. Ils comprennent les frais engendrés par la documentation des stagiaires, l'animation de formation, l'ingénierie de formation, les éventuels réajustements des contenus du programme de formation demandés par l'établissement, les méthodes et outils pédagogiques, le matériel, les fournitures, les consommables ainsi que tous les frais de gestion afférents à la réalisation des prestations y compris les frais de séjour du formateur (transport, repas et hébergement) et les frais d'acheminement de la documentation sur le lieu d'animation de la formation.

Aucun autre frais lié à ces prestations, et qui ne ferait pas l'objet d'une prestation supplémentaire demandée expressément par les établissements parties, ne pourra être facturé par l'organisme.

7.1 Forme des prix

Les marchés spécifiques sont traités **à prix forfaitaire par session de formation ou à prix unitaire.**

7.2 Prix de règlement

Au cours de l'exécution, le titulaire s'engage à appliquer immédiatement et systématiquement ses évolutions tarifaires si elles sont plus favorables à l'établissement partie et à maintenir l'application des remises consenties dans l'offre initiale.

Par ailleurs, en cas de marché reconductible, le titulaire pourra, à son initiative, appliquer à l'établissement partie, une augmentation inférieure à celle devant s'appliquer aux conditions définies dans chaque marché spécifique.

Les prix sont révisables, si le marché spécifique le prévoit, celui-ci précisera alors la périodicité ainsi que les modalités d'application (formule de révision ou application d'une remise sur tarif général ou autres).

Le titulaire s'engage à faire parvenir au CHU de CAEN, par tout moyen permettant d'en donner date certaine, ses nouveaux tarifs, avec un préavis de 2 mois avant la date prévue pour l'application de l'ajustement.

A défaut de remplir cette obligation, le titulaire est réputé renoncer à l'ajustement. Les prix de règlement sont donc ceux acceptés pour la période précédente.

Les nouveaux tarifs deviennent contractuels après vérification et validation expresse. Passé un délai d'un (1) mois à compter de leur date de réception, l'acceptation sera tacite.

7.3 Clause butoir ou de sauvegarde

Les clauses de révision des marchés spécifiques pourront, le cas échéant, faire l'objet d'une clause butoir ou de sauvegarde dont les modalités seront déterminées au sein des marchés spécifiques.

8. MODALITES DE REGLEMENTS DES COMPTES

8.1 Acomptes et paiements partiels définitifs

Les paiements consécutifs à l'admission des prestations objets des bons de commande sont des paiements partiels définitifs.

8.2 Présentation des demandes de paiement

Le paiement est effectué par virement administratif en application des règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues aux articles 11 et 12 du CCAG / PI.

Conformément au décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, le titulaire fait parvenir les factures afférentes au marché **obligatoirement** par voie dématérialisée selon les modalités décrites ci-dessous :

Le titulaire doit utiliser la solution informatique gratuite et sécurisée **CHORUS PRO** (CPP2017) <https://chorus-pro.gouv.fr>. Pour ce faire les demandes de paiement dématérialisé devront obligatoirement comporter, outre les mentions légales, les informations suivantes (Cf annexe I) :

- Le numéro de SIRET identifiant l'établissement bénéficiaire
- Le code service permettant de distinguer le service destinataire
- Le numéro d'engagement figurant sur le bon de commande ou communiqué par l'établissement

Aucun envoi papier ne doit être réalisé.

Les factures afférentes au marché portent outre les mentions légales, les indications suivantes :

- ◆ le nom, n° SIRET et adresse du créancier,
- ◆ le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement,
- ◆ le numéro et la date du marché,
- ◆ le numéro du bon de commande,
- ◆ la prestation exécutée,
- ◆ la date de livraison / ou d'exécution,
- ◆ le montant hors taxe de la prestation exécutée,
- ◆ le prix des prestations accessoires,
- ◆ le taux et le montant de la T.V.A.,
- ◆ le montant total des prestations exécutées,
- ◆ la date de facturation.

ATTENTION : Les factures papiers des entreprises concernées par l'article 3 de l'ordonnance précitée ne seront plus acceptées, ces factures devront faire l'objet d'une transmission via Chorus Pro afin d'être payées par l'établissement.

Les demandes de paiement sont adressées directement à chaque établissement bénéficiaire **à l'issue des opérations de vérification**, conformément à l'article 6 du présent CCAP.

Lorsque le titulaire est groupé conjointement avec un tiers mandataire pour l'établissement de la facturation, la facture établie au nom du mandataire mentionne en en-tête le nom du mandant avec une formule « *facture établie au nom et pour le compte du* ».

Le non-respect de ces dispositions entraînera l'obligation de réémission sous un nouveau numéro et une nouvelle date.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au jour de la livraison des fournitures.

8.3 Mode de règlement

Le délai global de paiement du présent marché est fixé à **50 jours** à compter de la date de réception de la facture ou de la date de notification de l'acte emportant commencement d'exécution des prestations s'agissant de l'avance. Le dépassement ouvre de plein droit, le versement d'intérêts moratoires.

Le délai global de paiement sera automatiquement **suspendu** :

- si le titulaire adresse sa demande de paiement à un établissement autre que l'établissement bénéficiaire,
- si la facture comporte des prix différents de ceux prévus au marché ou des erreurs ou incohérences ne permettant pas son règlement,
- si le contrôle de la prestation prévu dans le présent CCAP n'a pas donné lieu à une admission.

Dans ce cas, une notification sera faite au titulaire précisant les motifs s'opposant au paiement et les justificatifs complémentaires à fournir.

Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise de la totalité des justifications réclamées.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le titulaire peut demander à l'établissement partie bénéficiaire une indemnisation complémentaire, sur justification.

8.4 Comptable assignataire

Madame la Trésorière Principale	145 rue de la Délivrande 14000 Caen	02 31 47 11 11	t014014@dgfip.finances.gouv.fr
------------------------------------	--	----------------	--

9. AVANCES ET RETENUE DE GARANTIE

9.1 Avance

Sans objet

9.2 Retenue de garantie

Le titulaire est dispensé de la constitution de garantie.

10. PENALITES

Pénalité pour retard d'exécution :

La planification est fixée par les services de formation continue des établissements. Les dates acceptées ne peuvent faire l'objet de modification sauf accord écrit des deux parties. Les dates programmées pour chaque formation doivent obligatoirement être respectées sous peine de déclencher l'application des pénalités de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG / PI, le montant de ces pénalités s'élève à 100 euros par jour ouvré de retard. Les pénalités s'appliquent sans mise en demeure préalable et sont dues quel que soit leur montant.

Si le retard se prolonge au-delà de 15 jours calendaires, le CHU de Caen pourra prononcer de plein droit la résiliation du marché, à l'expiration du délai susvisé, sans préjudice des dommages et intérêts qui pourraient être réclamés à l'organisme.

Par ailleurs, en cas non-remplacement d'un des intervenants, le prestataire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité d'un montant forfaitaire, par jour calendaire de retard, égale à 20 euros.

En cas d'application de pénalités de retard, ces dernières seront déduites du montant restant dû ou feront l'objet d'un ordre de recette de l'établissement concerné à l'encontre du prestataire. Par dérogation à l'article 14.1.3. du CCAG / PI, les pénalités ne sont pas limitées. Ces pénalités restent dues en cas de résiliation.

Les pénalités prévues aux marchés spécifiques pourront déroger aux pénalités ci-dessus.

11. GARANTIE

Sans objet

12. EXECUTION DU MARCHÉ

12.1 Equipe d'intervention

Le titulaire fournit, dès la notification du marché, la liste nominative des préposés.

Conformément à l'article 3.4.3 du CCAG / PI, si un formateur et/ou le Responsable désigné (s) n'étaient plus en mesure d'accomplir leur mission, le titulaire doit en aviser, sans délai, l'établissement concerné et proposer un ou des remplaçant(s) présentant des qualifications et compétences au moins équivalentes.

La défection de l'un d'entre eux peut entraîner la résiliation du contrat telle que prévue à l'article 12.7 du présent document, s'il n'est pas remplacé par un professionnel de même niveau de compétence, d'expérience et de formation et ayant reçu préalablement l'agrément de l'établissement concerné.

L'établissement partie se réserve la possibilité de récuser un préposé en motivant sa décision.

Le personnel du titulaire reste en toutes circonstances sous l'autorité hiérarchique et disciplinaire de celui-ci.

A ce titre, il assume, par tout moyen qu'il juge approprié, l'encadrement de son personnel. Il veille notamment à ce que ses salariés respectent les prescriptions d'hygiène et de sécurité applicables dans les locaux de l'établissement ou des établissements dans lesquels ils sont conduits à intervenir.

Le titulaire assure en sa qualité d'employeur, la gestion administrative, comptable et sociale de ses salariés intervenant dans l'exécution des prestations prévues dans le présent marché.

12.2 Conditions de report et d'annulation

Toute modification de date est effectuée conjointement entre le titulaire et l'établissement concerné.

Report ou annulation du fait du prestataire

Si le report d'une session de formation est imputable au titulaire ou résulte d'éléments extérieurs ou de cas de force majeure, celui-ci s'engage à proposer de nouvelles dates dans le mois qui suit l'ajournement de la session de formation. Si l'établissement n'est pas en mesure d'accepter ce report conduisant à l'annulation de la session de formation, aucune indemnité ne peut être exigée par le prestataire à l'établissement.

Report ou annulation du fait de l'établissement

L'établissement se réserve le droit d'annuler ou de reporter une session de formation jusqu'à dix jours calendaires avant la date de début d'exécution. Dans ces conditions, l'annulation ou le report de la session de formation (communiqué au titulaire par télécopie, courriel) ne donne droit à aucune indemnité.

Report : on entend par le « report » d'une session le fait d'annuler et de remplacer la date retenue initialement pour une session donnée. Tout report devra faire l'objet d'un écrit (y compris courriel) afin de limiter le risque de litige.

Annulation : on entend par l'« annulation » d'une session le fait de mettre un terme à la réalisation d'une période de formation organisée pour un groupe.

12.3 Ajustement des prestations

Si des éléments de la prestation de formation ne donnent pas satisfaction à l'établissement concerné, le titulaire doit réajuster sa prestation. Ces modifications n'occasionnent aucun surcoût pour l'établissement tant que celles-ci ne remettent pas en cause l'ensemble et les fondements de la prestation proposée par le titulaire.

Le refus de ce dernier aura pour effet l'annulation, sans frais pour l'établissement concerné, des sessions planifiées et la résiliation immédiate de plein droit du marché et des bons de commandes en cours, aux torts du titulaire et selon les conditions définies à l'article 12-7 « Résiliation ».

Le titulaire s'engage à formuler des suggestions, commentaires, ou propositions qui pourraient contribuer à améliorer l'efficacité des prestations qui lui sont confiées.

La liste des cas de modifications du marché en cours d'exécution est indiquée aux articles R. 2194-1 à R. 2194-10 du Code de la commande publique.

En cas d'évolution pendant la période d'exécution du contrat, les parties contractantes auront la possibilité de modifier les prestations objets du marché.

Le CHU de Caen informera le titulaire de son intention de mettre en œuvre cette clause au moins 8 semaines avant le début d'exécution souhaité. La mise en œuvre de la présente clause de réexamen fera l'objet d'un avenant.

Si la réglementation concernant l'une des missions dévolues au titulaire dans le cadre de l'exécution du marché devait changer pendant sa durée d'exécution, le contenu des prestations pourrait évoluer en conséquence, sans limitation.

12.4 Carence dans l'exécution des prestations

Les prestations fournies par le titulaire font l'objet d'une évaluation a posteriori.

Au cas où il est constaté une défaillance manifeste altérant gravement le contenu et la qualité de la formation dispensée, l'établissement concerné se réserve la possibilité de demander au titulaire de renouveler sa prestation, en réparation du préjudice subi, et ce sans que cela puisse faire l'objet d'une majoration du montant initial prévu dans l'offre du candidat.

En cas d'inexécution totale ou partielle des prestations qui serait imputable exclusivement au titulaire, le CHU de Caen pourra résilier de plein droit le présent marché conformément aux conditions définies à l'article « Résiliation ».

Si l'inexécution totale ou partielle n'est pas exclusivement imputable au titulaire mais résulte totalement ou en partie de la responsabilité de l'établissement alors ce dernier ne pourra pas considérer cette carence comme un motif justifiant la résiliation des prestations.

La responsabilité de l'établissement ou du prestataire ne peut être engagée en cas de force majeure.

12.5 Propriété intellectuelle

Dans le cadre du marché spécifique, le titulaire réalise pour le compte des établissements des prestations susceptibles d'engendrer des droits de propriété intellectuelle.

Pour lui permettre de répondre au besoin des établissements, il est autorisé à utiliser les outils et documentations fournis par ceux-ci uniquement et strictement dans le cadre du présent marché public mais ne pourra en aucun cas se prévaloir de la cession des droits d'auteur sur ces outils et documentations. Il ne pourra également pas se prévaloir de droits de propriété intellectuelle autres que les droits d'utilisation, de présentation, d'adaptation, accordés uniquement et strictement pour la durée du présent contrat.

Les parties conviennent également que l'établissement concerné aura la propriété pleine et entière des « Résultats » des prestations réalisées par le titulaire dans le cadre du présent marché.

On entend par « Résultats » tous livrables, créations, réalisations, éléments de toute nature et sous quelque forme que ce soit, fournis ou réalisés par le titulaire dans le cadre de l'exécution des prestations du présent marché.

Par conséquent, le titulaire autorise notamment les établissements parties à :
faire tout usage des données du contenu pédagogique pour les besoins de leurs activités propres notamment à des fins de communication en interne (soit le droit d'adapter, de modifier, de faire évoluer tout ou en partie des Résultats),
exploiter et analyser les questionnaires d'évaluation remplis par les stagiaires et les évaluations des formateurs

La présente cession de droits est consentie pour toute la durée légale de protection des droits de propriété intellectuelle.

Les parties sont convenues que le prix de la cession est compris de façon forfaitaire et définitive dans les tarifs des prestations définis au présent marché public et que le titulaire ne pourra réclamer aucune somme complémentaire à quelque titre que ce soit.

Il garantit d'une manière générale aux établissements que rien ne peut faire obstacle à la libre exploitation des Résultats par ceux-ci. En conséquence, le titulaire garantit l'établissement contre toute action, réclamation, revendication ou opposition de sa part invoquant un droit de propriété intellectuelle. Par ailleurs, il garantit aux établissements qu'il n'a procédé et ne procédera à aucun dépôt sur les Résultats.

Toute utilisation ou diffusion d'éléments de communication relatifs à la prestation confiée et/ou faisant mention du nom de l'établissement concerné devra être soumise à l'accord préalable et express de ce dernier.

13. RÉSILIATION ET EXECUTION PAR DEFAULT

13.1 Cas de résiliation

Les stipulations du CCAG / PI relatives à la résiliation sont applicables, y compris la possibilité pour le CHU de CAEN de faire procéder, par un tiers, à l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire en cas de résiliation prononcée à ses torts.

Par ailleurs, en dérogation à l'article 41.2 du CCAG / PI, le marché spécifique pourra être résilié **sans mise en demeure préalable**, en cas de non-transmission des pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail ou en cas d'inexactitude des documents ou renseignements transmis ou lorsque le titulaire déclare indépendamment des cas prévus par l'article 40 du CCAG / PI, ne pouvoir exécuter ses engagements.

Les dépenses supplémentaires résultant de la passation d'un autre contrat, consécutivement à la résiliation du marché spécifique, donnent lieu à prélèvement sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance.

Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises aux établissements parties.

Enfin, le marché spécifique pourra être résilié de plein droit, sans mise en demeure préalable, par le CHU de CAEN, en cas de survenance de changements structurels non prévus pendant la période d'exécution (changement de réglementation,...).

13.2 Indemnité de résiliation

La résiliation prononcée aux torts du titulaire, ainsi que la résiliation prononcée en application des cas indiqués à l'article 39 (événements extérieurs) du CCAG / PI, n'ouvrent **pas droit à indemnité**.

Dans l'hypothèse où la valeur minimum prévue par le marché spécifique ne serait pas atteinte, en cas de résiliation unilatérale pour motif d'intérêt général, le titulaire pourra percevoir une indemnisation d'un montant égal à 4 % du montant minimum hors taxes du contrat, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises.

Le titulaire devra en faire une demande écrite, à l'établissement hospitalier, dûment justifiée, dans un délai d'un (1) mois à compter de la notification de la décision de résiliation.

Le cas échéant, en l'absence de minimum contractuel, aucune indemnité n'est due en cas de résiliation.

En outre, le titulaire a droit, à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de (15) **quinze jours** après la notification de la résiliation du marché.

Dans tous les cas, le titulaire doit présenter une demande écrite, dûment justifiée, dans un délai d'un (1) mois à compter de la notification de la décision de résiliation.

Le préjudice subi est évalué en fonction du manque à gagner lié à la non-exécution de la quantité ou du montant sur lequel l'établissement hospitalier s'est engagé.

Le décompte de résiliation est arrêté par le pouvoir adjudicateur et notifié au titulaire dans les conditions fixées à l'article 43 du CCAG / PI, au plus tard dans le délai de deux (2) mois après la date d'effet de la résiliation.

A défaut d'accord, dans un délai de six (6) mois à compter de la date de la résiliation, l'établissement hospitalier, verse au titulaire résilié, le montant tel que calculé au décompte de résiliation.

Aucune indemnité n'est due lorsque la résiliation est suivie par l'attribution, d'un nouveau marché ayant le même objet au titulaire.

13.3 Exécution aux frais et risques du titulaire

Lorsque le titulaire n'exécutera pas sa prestation dans les délais prévus et pour les quantités fixées sur le bon de commande, ou bien encore ne livrera pas dans une qualité recevable, l'établissement partie concerné **pourvoira à ses besoins aux risques et frais dudit titulaire**, après mise en demeure préalable restée infructueuse selon le délai indiqué pour chaque marché spécifique.

De ce fait, en cas de différence de prix au détriment de l'établissement partie bénéficiaire, celle-ci sera mise de plein droit à la charge du titulaire, par l'émission d'un titre de recettes.

14. RÈGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige résultant de l'exécution du marché, le droit français est seul applicable et le tribunal compétent est le Tribunal Administratif de CAEN.

15. IMPREVISION ET CIRCONSTANCES IMPREVUES

En cas d'évènement imprévisible et extérieur aux parties rencontré en cours d'exécution, notamment d'ordre sanitaire, économique ou climatique, le titulaire doit informer le pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais des difficultés qu'il rencontre et qui sont liées à cet évènement.

Le titulaire doit exposer par écrit l'impact de l'évènement sur sa capacité à remplir ses obligations et s'engage à fournir les justificatifs démontrant que les difficultés qu'il rencontre sont strictement liées à cet évènement.

15.1 Modification des conditions d'exécution

Conformément à l'article R.2194-5 du Code de la commande publique, des circonstances imprévues peuvent justifier la modification du périmètre des prestations ou l'adaptation des conditions d'exécution du marché.

La modification, actée par voie d'avenant, peut notamment prendre la forme :

- d'une prolongation de la durée si le marché arrive à échéance pendant l'évènement imprévisible et qu'une remise en concurrence ne peut être réalisée dans des conditions raisonnables, exposant alors l'établissement à une rupture dans la continuité des soins ;
- d'une augmentation du volume maximum contractuel dès lors que l'organisation d'une procédure de mise en concurrence ne peut être mise en œuvre dans des conditions raisonnables si l'évènement ou la circonstance imprévisible a pour conséquence d'exposer l'établissement à un besoin immédiat de surcroît de commande nécessaire à la continuité des soins.

Le montant de la modification ne pourra être supérieur à 50% du montant initial, le montant initial étant calculé sur la base du volume maximum contractuel du marché spécifique concerné.

15.2 Indemnisation au titre de l'imprévision pouvant prendre la forme d'une modification temporaire de prix

Le titulaire pourra formuler une demande d'indemnisation prenant la forme d'une modification temporaire des prix dès lors que cette modification est nécessaire à la poursuite du contrat dans les conditions de l'offre initiale.

L'acceptation de cette modification par le CHU de Caen sera subordonnée à la production par le titulaire des justificatifs permettant de caractériser un bouleversement de l'économie générale du contrat.

A ce titre, il devra notamment justifier de la différence entre sa marge bénéficiaire nette au moment où il a remis son offre et au moment où l'évènement survient, ainsi que de l'importance des charges extracontractuelles supportées du seul fait de l'évènement imprévisible.

Il est entendu que l'indemnisation, prenant la forme d'une modification temporaire des prix, ne doit pas avoir pour effet de faire supporter la totalité de la perte au pouvoir adjudicateur.

Le CHU de Caen analysera le bien-fondé de cette demande sur la base des justificatifs transmis et se réserve la possibilité de refuser cette demande si les éléments apportés ne sont pas suffisants pour justifier une indemnisation au regard de la réglementation en vigueur.

L'indemnisation prendra la forme d'une modification provisoire des prix du marché, par voie d'avenant, pour une durée limitée à la période de déséquilibre financier du marché dûment justifié, et en tout état de cause sans que la période de modification des prix ne puisse excéder 3 mois.

Au-delà de ce délai, les prix de l'offre initiale s'appliqueront de nouveau.

En tout état de cause :

- Aucune augmentation de prix ne peut être imposée unilatéralement par le titulaire : les prix contractuels du marché demeurent en vigueur dans l'attente de l'avenant signé par le CHU de Caen.
- Le titulaire ne peut refuser d'approvisionner l'établissement au motif que les prix n'ont pas été modifiés.

15.3 Modification des conditions d'exécution

En cas d'impossibilité temporaire d'exécuter le contrat du fait de la survenance d'évènement imprévisible ou d'une circonstance imprévue, le CHU de Caen peut suspendre l'exécution du contrat sur décision notifiée au titulaire.

Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnisation.

Dans ce cadre, un marché de substitution pour la même prestation, auprès d'un autre prestataire pourra être conclu pour la durée de la crise dans le respect des règles de la commande publique en vigueur au moment de la crise. Le marché de substitution ne sera pas exécuté aux frais et risques du titulaire.

Les conditions d'exécution du marché lors de la reprise et les modalités de paiement seront définies par avenant à la fin de la période de crise.

16. VERIFICATION RELATIVE A L'EMPLOI DE SALARIE

Le titulaire produira tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, l'ensemble des pièces énumérées aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail. A défaut, il sera fait application de l'article 13 du présent CCAP.

17. DÉROGATIONS AU CCAG / PI

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG / PI, le présent CCAP ne prévoit pas d'article récapitulant les dérogations au CCAG.

Les dispositions du CCAG relatif aux marchés publics de prestations intellectuelles sont applicables au présent contrat :

- dans la mesure où elles ne sont pas contradictoires avec le présent CCAP
- pour toutes les clauses non précisées dans le présent document.

* *
*